



Ébauche – v.3

Réunion du Conseil des DPI du secteur public (CDPISP)

Le 15 septembre 2016

VICTORIA, COLOMBIE-BRITANNIQUE

Compte rendu de la réunion

Présents

COPRÉSIDENTES :

John Messina (CDPISP)
 Bette-Jo Hughes (CDPISP)

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
 Colombie-Britannique

MEMBRES :

Mark Brisson
 Kathryn Bulko
 Sandra Cascadden
 Robert Devries
 Chris Fisher
 Cheryl Hansen
 Ellen MacDonald
 Sean McLeish
 Harry Turnbull
 Tracy Wood
 Munna Zaman

Alberta
 ASIM Canada (Ville de Toronto)
 Nouvelle-Écosse
 Ontario (pour David Nicholl)
 ASIM Ouest (Ville de Regina)
 Nouveau-Brunswick
 Terre-Neuve-et-Labrador
 Yukon
 Association des systèmes d'information municipale (ASIM) Est (Ville de Windsor)
 Île-du-Prince-Édouard
 Manitoba

OBSERVATEURS :

Ian Bailey
 Stephen Gordon
 Sophia Howse
 Gary Perkins
 Niki Sedmak

Colombie-Britannique
 Colombie-Britannique, coprésident du Groupe de travail sur l'informatique en nuage
 Colombie-Britannique, coprésidente du Groupe de travail sur le cadre
 Colombie-Britannique, coprésident du Sous-comité national des DPI sur la protection de l'information (SCNDPI)
 Colombie-Britannique

Secrétariat de l'ISAC :

Dan Batista
 Linda Robins



Point	SUJET/DISCUSSION	Décision/Mesure
1.	<p>Questions administratives</p> <p>A) <u>Approbation du compte rendu de décision du 25 février 2016 dans une réunion en personne, Toronto, Ontario (consultez l'onglet 1A)</u></p> <p>Le compte rendu de décision de la réunion du 25 février 2016 a été adopté.</p> <p>B) Examen des mesures prises lors de réunions ou de téléconférences antérieures. (consultez l'onglet 1B)</p> <p>Bette-Jo Hughes informe que toutes les mesures de suivi sont en cours ou seront achevées lors de cette réunion à l'exception d'une présentation sur Capex par rapport à Opex, qui sera fixée à l'automne. Le Secrétariat de l'Institut des services axés sur les citoyens (ISAC) effectuera un suivi auprès de Denise Gomes sur ce point.</p> <p>C) Approbation de l'ordre du jour du 15 septembre 2016 (consultez l'onglet 1C)</p> <p>L'ordre du jour de la réunion du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP) du 15 septembre 2016 a été adopté.</p> <p>D) <u>Rapport d'état financier du CDPISP (consultez l'onglet 1D)</u></p> <p>Harry Turnbull mentionne qu'on a demandé aux membres de prendre une décision lors de cette réunion concernant la cotisation du Nunavut au Conseil. Il note que le Nunavut n'a pas été en mesure de participer au Conseil et de payer sa cotisation (la cotisation annuelle du Nunavut au CDPISP est de 6 464,37 \$). Il mentionne que les membres du CDPISP ont accepté de payer la cotisation du Nunavut pour 2015-2016 à partir de ses réserves et que les coprésidents du Conseil ont approché le Nunavut sans succès. La cotisation du Nunavut au Conseil reste impayée et on présente aux membres plusieurs options pour considération afin de combler le manque à gagner.</p> <p>À la suite de la discussion, les membres du CDPISP acceptent de réduire leur revenu annuel total de 224 630 \$ à 218 165,63 \$, ce qui signifie que le montant allant dans les réserves sera de 93 535,63 \$ au lieu de 100 000 \$. Cela signifie une légère baisse dans le total des cotisations des P/T seulement. Le montant de l'aide au Secrétariat de l'ISAC ne changerait pas.</p>	<p>Décision 1 :</p> <p>Le compte rendu de décision de la réunion du CDPISP du 25 février 2016 a été adopté.</p> <p>Décision² :</p> <p>L'ordre du jour de la réunion du 15 septembre 2016 a été adopté.</p> <p>Décision 3 :</p> <p>Les membres du CDPISP acceptent de réduire leur revenu annuel total de 224 630 \$ à 218 165,63 \$, ce qui signifie que le montant allant dans les réserves sera de 93 535,63 \$ au lieu de 100 000 \$.</p> <p>Mesure de suivi n° 1 :</p> <p>Le Secrétariat de l'ISAC mettra à jour les cotisations des membres du CDPISP en fonction de la décision liée au Nunavut et enverra une copie</p>



	<p>Harry Turnbull demande au Secrétariat de l'ISAC de mettre à jour les montants des cotisations des membres selon la décision des membres du CDPISP et qu'une copie soit envoyée aux membres.</p> <p><u>La mesure de suivi suivante est déterminée à la suite de ce point à l'ordre du jour :</u></p> <p>Le Secrétariat de l'ISAC mettra à jour les cotisations des membres du CDPISP en fonction de la décision liée au Nunavut et enverra une copie aux membres.</p>	<p>aux membres.</p>
2.	<p><u>Gestion des risques opérationnels</u></p> <p>Rick Ouellette (par téléconférence) donne une présentation sur le programme de la gestion des risques organisationnels (GRO) du gouvernement du Nouveau-Brunswick (GNB) (consultez l'onglet 2).</p> <p><u>Discussion</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Bette-Jo Hughes demande des détails sur le rôle de la gestion des risques de la TI dans l'approche globale de gestion des risques pour le gouvernement. Elle remarque qu'en Colombie-Britannique, il y a un bureau de gestion des risques rattaché à leur ministère des Finances. Rick Ouellette explique que le GNB va de l'avant avec l'idée que c'est une question d'affaires et de parler des risques opérationnels. Les risques de sécurité de la TI se trouvent dans une plus grande catégorie. Le dirigeant principal de la sécurité de l'information rend compte de son rôle comme agent principal de l'identité des risques. Rick Ouellette recommande un article sur Securityweek.com suggérant que le dirigeant principal de la sécurité de l'information rende compte à l'agent des risques. Il est question du risque de la TI et du risque non lié à la TI et doit être géré comme n'importe quel autre organisme qu'il s'agisse de comptes créditeurs ou de la sécurité de la TI. Rick Ouellette mentionne qu'ils ont placé Archer comme un outil pour le programme de sécurité de la TI en tant qu'avantage d'un point de vue du risque. Chris Fisher demande si d'autres organismes utilisent l'outil appelé Archer. Mark Brisson répond que l'Alberta utilise l'outil. Bette-Jo Hughes demande si Archer est précisément un outil de gestion des risques de la TI. Rick Ouellette mentionne qu'Archer n'est pas seulement un outil de gestion des risques de la TI, mais également un outil de gouvernance, de risque et d'observation. Ils passent à la version 6.1 d'Archer. Leur équipe de vérification interne a adopté le module interne dans l'outil Archer. 	



	<ul style="list-style-type: none"> • Harry Turnbull demande ce qui a motivé leur gestion des risques. Rick Ouellette répond qu'il est le fruit d'une vérification interne et qu'il existait un besoin pour un programme de gestion des risques. Il remarque que Christian Couturier effectuait des travaux stratégiques avec le greffier avant son départ du GNB. Il remarque que le vérificateur général encourage son contrôleur général de mettre sur pied un comité de vérification interne. • Harry Turnbull informe qu'ils sont à leur quatrième ou cinquième itération de la gestion des risques opérationnels en raison d'une vérification négative, puisque les tentatives précédentes ont échoué parce que les gens qui effectuent la gestion des risques opérationnels n'ont aucun consensus sur ce qui doit être fait. Il y a beaucoup d'efforts considérables afin de le faire avancer et il y avait beaucoup de collecte de renseignements répétitifs afin d'identifier les secteurs d'intérêt. Rick Ouellette mentionne qu'ils finalisent toujours la planification et de se rendre au modèle d'exécution final. • John Messina demande quel est le genre de rétroaction de la haute direction pour ce qui est d'établir les risques et de la façon dont le processus fonctionne. Rick Ouellette mentionne que cela concerne un processus qui n'a pas encore été désigné. Ce qui se rapproche le plus au processus, c'est le magasin des risques de sécurité de l'information, qui est identifié comme une des mesures de la fiche d'évaluation équilibrée, qui est examinée tous les trimestres. Les membres discuteraient de la position de risque actuelle et s'ils sont sur la bonne voie. Le GNB tente d'accroître les connaissances générales et tente de parler sur le plan des affaires. Il mentionne qu'ils ont lié la gestion des risques opérationnels à un exemple commun, le programme de risques des rivières. Ils continueront d'utiliser des histoires semblables et de tirer profit du système de gestion officiel axé sur la fiche d'évaluation équilibrée qui se trouve en dehors de la portée du bureau exécutif de la gestion stratégique. <p>Il n'y a aucune mesure de suivi déterminée à la suite de ce point à l'ordre du jour.</p>	
3.	<p><u>Groupe de travail de l'informatique en nuage du CDPISP (consultez l'onglet 3)</u></p> <p>Stephen Gordon et Denise Gomes, coprésidents du Groupe de travail de l'informatique en nuage, présentent un rapport d'étape sur les travaux du groupe de travail. Stephen Gordon mentionne que Denise Gomes du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) a remplacé Serge Caron. Denise Gomes, Troy McFarlane et Mark Turow (équipe du SCT) se sont joints à la conférence téléphonique par téléconférence.</p> <p><u>Discussion</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Bette-Jo Hughes demande si le groupe de travail détient des renseignements au sujet de la réponse sur 	<p><u>Mesure de suivi n° 2 :</u></p> <p>a) Denise Gomes demande d'effectuer un compte rendu auprès du CDPISP sur la façon dont le SCT et SPC gèrent le processus d'approvisionnement dans le nuage lors d'une prochaine téléconférence</p>



l'approvisionnement non classifié en fonction de combien de fournisseurs ont répondu à l'approvisionnement et avec combien de personnes le groupe prévoit négocier afin de mettre en place le contrat d'ici décembre. Denise Gomes mentionne qu'elle n'avait pas les chiffres exacts et qu'il y avait environ deux cents participants par téléphone et en personne qui ont participé à la téléconférence des soumissionnaires. Les membres soulignent que Dave Adamson prévoit attribuer dix contrats à la suite de cet approvisionnement. Bette-Jo Hughes mentionne qu'elle serait intéressée à connaître le processus dans le but de passer à travers de 100 à cinq à dix contrats. Denise Gomes mentionne qu'elle communiquera avec Dave Adamson sur cette question et qu'elle apportera de l'information au Groupe de travail de l'informatique en nuage et effectuera un compte rendu auprès du CDPISP lors d'une prochaine téléconférence.

- Bette-Jo Hughes pose une question à John Messina au sujet de son bureau, qui est responsable de la stratégie, puis la question est envoyée à Services partagés Canada au sujet des opérations. John Messina mentionne que le bureau accuse un peu en arrière en ce qui concerne les travaux sur politique et la stratégie. Services partagés Canada voulait diffuser l'approvisionnement et le SCT n'avait pas encore obtenu l'approbation de diffuser la stratégie de l'informatique en nuage, mais cela a finalement été fait et maintenant elle s'harmonise bien puisqu'ils ont la stratégie de l'informatique en nuage, ce qui donne à la politique une stratégie afin que Services partagés Canada (SPC) la diffuse pour approvisionnement. Le Groupe de travail de l'informatique en nuage et l'équipe de Dave Adamson travaillent étroitement sur l'approvisionnement dans le nuage. Denise Gomes mentionne que la date de clôture pour les TIC est le 23 septembre.
- Ian Bailey mentionne qu'en C.-B., le plus grand intérêt se trouve dans le logiciel comme service. Il semble contredire l'approche sur l'infrastructure et la plate-forme. Il demande si ce point a déjà été discuté. Stephen Gordon répond que le Groupe de travail de l'informatique en nuage est à la recherche de services d'informatique en nuage dans tous les domaines et il y a une proposition de valeur dans tous les domaines. Une solution peut être mise en place à n'importe lequel de ces niveaux et peut être achetée comme un service ou vous pouvez obtenir un serveur et charger celle-ci. Le Groupe de travail de l'informatique en nuage peut commencer à travailler avec quelques-unes de ces conversations et commencer à établir une voie à suivre. En ce qui concerne le sondage, ils doivent comprendre la priorité et où se trouvent les gens. En ce qui concerne les approvisionnements, ceux-ci sont en cours, mais on estime qu'il est encore trop tôt et le groupe veut se connecter à l'état de préparation d'un point de vue pancanadien pour s'assurer que nous sommes prêts.
- Chris Fisher pose une question au sujet de la stratégie nuage appropriée du GC. John Messina informe que les membres n'étaient pas à l'aise avec la stratégie d'informatique en nuage appropriée, donc il y avait beaucoup de

ou réunion.

- b) Denise Gomes et Stephen Gordon fourniront un rapport d'étape sur les travaux du Groupe de travail de l'informatique en nuage lors d'une prochaine téléconférence ou réunion du CDPISP.
- c) John Messina propose de découvrir quand les réunions des contrôleurs financiers se déroulent et effectuerait un compte rendu auprès du CDPISP. Les membres du CDPISP décideraient ensuite de la meilleure approche pour communiquer avec les contrôleurs (au sujet de l'enjeu CAPEX par rapport à OPEX) en participant à une réunion ou en rédigeant une lettre au nom du CDPISP.



discussions sur ce que devrait être la stratégie du nuage « appropriée ».

- Bette-Jo Hughes mentionne que le groupe a reçu le « feu » vert du Commissariat à la protection de la vie privée au sujet de l'évaluation pour Office 365. Elle demande si ces documents ont été communiqués au Groupe de travail de l'informatique en nuage et qu'elle est prête à les divulguer à la condition que le Commissariat n'a pas conseillé que la C.-B. aille de l'avant et achète Office 365. Ils veulent voir les modalités dans l'accord définitif.
- Stephen Gordon demande aux membres s'ils sont en accord avec le rythme auquel va le Groupe de l'informatique en nuage du secteur public. John Messina informe que le travail du groupe serait prêt dans un an à partir de l'approvisionnement initial pour le nuage non classifié, donc le rythme est bon parce qu'il s'alignera avec cet échéancier.
- Sandra Cascadden fait part de ses préoccupations au sujet 1) de la quantité de travail effectué sur CAPEX par rapport à OPEX; 2) si nous allons avec un autre sondage, nous devons poser une question sur l'état de préparation et 3) elle a d'abord aimé la conversation au sujet du nuage. Il s'agit de trouver la bonne solution au bon prix, et de faire en sorte qu'elle est sécuritaire, entre autres. Nous devrions effectuer des projets individuels et prouver le concept. Les clients veulent une solution au problème et nous recherchons le meilleur service. Si nous discutons de la PaaS et de l'IaaS, nous discutons des mauvaises choses. Nous devons mettre l'accent sur comment nous offrons des services à nos clients et sur les bonnes solutions. Quelle est une liste de vérification des choses que nous devons effectuer pour faire en sorte que nous n'oublions rien entre la conversation sur le service et la solution et la conversation sur la technologie? Ceci est hors sujet en ce qui concerne les attentes. Stephen Gordon accepte et note que la C.-B. a mené des séances de mobilisation intégrales au moyen d'un sondage de 10 minutes avec l'idée de faire tomber les pièces techniques. La deuxième pièce est pour qu'ils entrent dans la conversation commerciale et dans la conversation au sujet des outils habilitants et la pièce d'adoption.
- Bette-Jo Hughes convient qu'elle met l'accent sur les problèmes d'entreprise que nous pouvons régler. Dans CAPEX par rapport à OPEX, la C.-B. discute avec le BCG et il mentionne qu'il aimerait voir le contrat final. Ils tentent de donner des conseils sur comment structurer des contrats pour le fonctionnement et les biens capitaux. Elle mentionne qu'ils font appel aux personnes du BCG tôt dans la conversation dans leurs négociations afin que tout s'harmonise.
- Cheryl Hanson mentionne que le GNB a vécu ce processus avec son contrôleur. Nous devons examiner les règles de comptabilité et faire en sorte qu'elles illustrent ce qui se passe dans cette industrie. Elles sont fondées



sur un processus de capital. Elles sont actuellement coincées parce qu'elles doivent passer par une solution dans le nuage pour les RH et le système de gestion financière. C'est quelque chose qui doit être abordé à mesure que nous allons de l'avant ou nous allons nous y heurter avec chaque solution.

- a) Sandra Cascadden suggère que les DPI pourraient rédiger une lettre aux contrôleurs financiers afin de leur demander de régler cette question. Nous aller à leur prochaine réunion afin de discuter des défis dans notre processus pour : 1) aller au fournisseur en premier afin de déterminer quelle solution est meilleure financièrement, quelle est la plus sécuritaire. Nous demanderons comment les contrôleurs pourraient travailler avec nous, quelles sont les choses que nous pourrions cocher et ce qui doit être abordé afin que nous puissions travailler avec celles-ci. Est-ce quelque chose que nous pourrions faire pour aller de l'avant et quel serait le public cible, les contrôleurs? Les contrôleurs tiennent des réunions régulières. John Messina demande si ces réunions ont été coordonnées avec le contrôleur général fédéral. John Messina propose de découvrir quand les réunions des contrôleurs se déroulent et effectuerait un compte rendu auprès du CDPISP. Les membres du CDPISP décideraient ensuite de la meilleure approche pour communiquer avec les contrôleurs, soit en participant à leurs réunions soit en rédigeant une lettre au nom du CDPISP.
- Marc Brisson mentionne qu'il avait compris que certaines des incidences politiques ressortiraient du sondage. CAPEX par rapport à OPEX en est une, mais également l'équipe des risques effectue du travail sur la responsabilité des tiers. Ils effectuent certains travaux sur les politiques au sujet de comment nous pouvons limiter certaines de ces pièces, par exemple l'approvisionnement, la gestion des risques et différents ensembles de compétences. Stephen Gordon remarque que ces secteurs ont lieu dans les discussions de groupe de travail, en particulier ceux dans les volets de gestion des talents.
 - John Messina mentionne que les documents qu'ils ont produits sont disponibles et ils peuvent présenter leurs commentaires au moyen de Canada.ca où les documents sont affichés ou des membres peuvent fournir une rétroaction directement à Denise Gomes par courriel (denise.gomes@tbs-sct.gc.ca).

Les mesures de suivi suivantes sont déterminées à la suite de ce point à l'ordre du jour :

- ❖ Denise Gomes demande d'effectuer un compte rendu auprès du CDPISP sur la façon dont le SCT et SPC gèrent le processus d'approvisionnement en informatique en nuage lors d'une prochaine téléconférence ou réunion.
- ❖ Denise Gomes et Stephen Gordon fourniront un rapport d'étape sur les travaux du Groupe de travail de l'informatique en nuage lors d'une prochaine téléconférence ou réunion du CDPISP.



	<p>❖ John Messina propose de découvrir quand les réunions des contrôleurs financiers se déroulent et effectuerait un compte rendu auprès du CDPISP. Les membres du CDPISP décideraient ensuite de la meilleure approche pour communiquer avec les contrôleurs (au sujet de l'enjeu CAPEX par rapport à OPEX) en participant à une réunion ou en rédigeant une lettre au nom du CDPISP.</p>	
4.	<p><u>Cybersécurité</u></p>	<p><u>Mesure de suivi no 3 :</u></p>
4a.	<p>Présentation sur la cybersécurité par Sécurité publique Canada (consultez l'onglet 4A)</p> <p>Mark Matz, directeur, gestion des politiques des enjeux, Direction de la cybersécurité nationale, Sécurité publique Canada, fournit une mise à jour sur l'examen sur la cybersécurité (par téléconférence). Marc Matz a remarqué que l'examen sur la cybersécurité abordait un examen de l'environnement de la cybersécurité, y compris les lacunes et les opportunités actuelles, et le renouvellement de l'approche du gouvernement du Canada en matière de cybersécurité.</p> <p><i>Les notes sur la discussion sur la cybersécurité sont disponibles sur demande par les membres en raison de la nature délicate de ce sujet.</i></p> <p>Rapport de mise à jour du Sous-comité national des DPI sur la protection de l'information (SCDPI) (consultez l'onglet 4B)</p> <p>Gary Perkins, coprésident du SCDPI, fournit une mise à jour sur les travaux du groupe, y compris un aperçu des liens entre le SCDPI, le CDPISP et la Table des SM FPT sur la cybersécurité.</p> <p><u>Discussion</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Harry Turnbull mentionne la question des outils. Nous avons beaucoup de sous-comités et de conférences téléphoniques, devrions-nous examiner notre sous-comité pour un bassin d'outils? Gary Perkins mentionne que les membres étudient les options qu'ils ont, mais avoir un ensemble commun d'outils qui est intégré serait mieux. L'endroit où ils stockent le matériel devrait se conformer à une norme de sécurité et le gouvernement fédéral s'est exprimé à ce sujet et ils ne manquent plus qu'à trouver le reste. 	<p>Gary Perkins, coprésident du SCDPI, demande de fournir un rapport de mise à jour au CDPISP sur les travaux du comité lors d'une prochaine téléconférence ou réunion.</p>



4b.	<ul style="list-style-type: none"> ● Bette-Jo Hughes suggère que le groupe s'exprime avec des exigences précises afin de trouver un endroit pour accueillir leur matériel. Sur le plan de leur formation et de leur perfectionnement, est-ce que ce serait quelque chose auquel les conseils aimeraient investir afin d'augmenter le professionnalisme de la sécurité avec les employés au sein de leurs organisations. Elle demande également si le groupe a examiné les types d'établissements de rapports aux cadres. Ils discutent des rapports et font un échange précoce, mais ils pourraient faire mieux. ● Mark Brisson mentionne au sujet du matériel de communication et des échanges entre juridictions. Il a demandé un certain matériel de communication très pouvant aller vers le haut. En ce qui concerne les ressources, il serait également utile de comprendre le type de ressources dont nous pourrions avoir besoin et d'avoir une certaine direction. Si le nuage est la direction dans laquelle nous allons, quels sont les types de ressources dont vous avez besoin dans le secteur de la sécurité et les types de ressources que nous pouvons externaliser. Mark Brisson mentionne que nous devons également déterminer ce dont nous avons besoin à l'interne et ce que nous pouvons apporter pour compléter, parce que nous serons incapables de compétitionner avec certains secteurs. Nous devons également former les personnes que nous embauchons pour communiquer au sein de l'organisation, puisqu'ils arrivent souvent avec un niveau technique élevé. ● Gary Perkins remarque qu'il y a une demande pour plus de renseignements au sujet des liens entre la Table des SM FPT sur la cybersécurité, le SCDPI et le CDPISP. Il précise que le SCDPI est un sous-comité du CDPISP, mais il y a des chevauchements avec d'autres groupes de travail. C'est habituellement les mêmes personnes et il recommande d'établir des rapports trimestriels au niveau du ministre. <p><u>La mesure de suivi suivante est déterminée à la suite de ce point à l'ordre du jour :</u></p> <p>Gary Perkins, coprésident du SCDPI, demande de fournir un rapport de mise à jour au CDPISP sur les travaux du comité lors d'une prochaine téléconférence ou réunion.</p>	
5.	<p><u>Table ronde sur l'échange de renseignements (consultez les onglets 5A à 5N)</u></p> <p>Il est demandé aux administrations de déterminer leurs priorités et leurs activités clés. Veuillez prendre note que</p>	



	<p>seules les questions aux fins de discussion provenant de chaque mise à jour sont saisies dans le compte rendu de décision.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Terre-Neuve-et-Labrador – Ellen MacDonald ➤ Alberta – Mark Brisson ➤ Colombie-Britannique – Ian Bailey ➤ Manitoba – Munna Zaman ➤ ASIM – Chris Fisher ➤ Nouveau-Brunswick – Cheryl Hansen ➤ Ontario – Robert Devries ➤ Île-du-Prince-Édouard – Tracy Wood ➤ Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada – John Messina ➤ Yukon – Sean McLeish ➤ Nouvelle-Écosse – Sandra Cascadden 	
6.	<p><u>Rapports de mise à jour du sous-comité et des groupes de travail du CDPISP</u></p> <p>A) <u>Groupe de travail sur les politiques des TIC (consultez l'onglet 6A)</u></p> <p>Bill Markiw, Manitoba et coprésident du Groupe de travail sur les politiques des technologies de l'information et des communications (TIC), donne une mise à jour du travail actuel du groupe de travail.</p> <p><u>Discussion</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Sandra Cascadden demande si ce groupe croit qu'il offre de la valeur. Le groupe croit-il que l'échange de renseignements atteint son objectif? Bill Markiw mentionne que le groupe demande une rétroaction de leurs membres chaque année et les membres estiment que le groupe reçoit de la valeur en échangeant des renseignements. Sandra Cascadden demande si le groupe préfère être chargé d'un produit livrable. Bill Markiw mentionne qu'il a lu le rapport de Systemscope et que le groupe pourrait examiner des choses comme les inhibiteurs ou les lois actuelles pouvant freiner le gouvernement numérique. Ceci est quelque chose qu'ils pourraient renvoyer aux membres aux fins d'un examen. • Bette-Jo Hughes demande si les membres ont besoin de quelque chose du CDPISP pour aider dans leur travail. Bill Markiw demande un référentiel commun où les membres pourraient échanger des 	<p><u>Mesure de suivi n° 4 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a) Le Groupe de travail sur les politiques des TIC effectuera un compte rendu auprès du CDPISP sur leur travail actuel lors d'une prochaine téléconférence ou réunion. b) Le CDPISP étudiera la demande du groupe de travail pour un référentiel de renseignements et effectuera un suivi sur cette question.



renseignements. Bette-Jo Hughes mentionne que le CDPISP prendrait cette idée et proposerait des options.

- Tracy Wood mentionne qu'elle fournirait le nom du nouveau membre de l'Î.-P.-É. pour le Groupe de travail sur les politiques des TIC.

Les mesures de suivi suivantes sont déterminées à la suite de ce point à l'ordre du jour :

- ❖ Le Groupe de travail sur les politiques des TIC effectuera un compte rendu auprès du CDPISP sur leur travail actuel lors d'une prochaine téléconférence ou réunion.
- ❖ Le CDPISP étudiera la demande du groupe de travail pour un référentiel de renseignements et effectuera un suivi sur cette question.

B) Mise à jour du sous-comité de la gestion de l'information (GI) (consultez l'onglet 6B)

Maureen Towle donne une mise à jour du travail actuel du sous-comité de la GI au nom de la coprésidente, Cathryn Landreth.

Durant la mise à jour, Maureen Towle note que le sous-comité de la GI a déplacé son référentiel au site Web de l'ISAC comme solution provisoire, mais un référentiel permanent est nécessaire.

Discussion

- Sandra Cascadden mentionne que les membres ont vu plusieurs présentations aujourd'hui avec des termes semblables, comme nuage, sécurité et politique. Elle demande comment ce groupe s'est intégré avec autres groupes. Maureen Towle explique qu'elle croit que les présidents des sous-comités se réunissent régulièrement pour s'assurer qu'il y a ce type de collaboration. Elle mentionne que le sous-comité de la GI communiquerait avec le Groupe de travail de l'informatique en nuage afin de s'harmoniser avec leur travail.
- Mark Brisson pose une question au sujet des thèmes de 2016-2017. Serez-vous capable de faire ces choses dans cet échéancier, en particulier dans l'espace du nuage? Maureen Towle confirme que le groupe est sur la bonne voie de réaliser cet examen et qu'une ébauche de leur premier examen a déjà été envoyée et il est prêt à le communiquer davantage. Mark Brisson pose également une question au sujet de Digital First : Est-ce que le



groupe a une idée de la législation de la GI dans l'ensemble des juridictions? Maureen Towle mentionne qu'en Alberta, ils viennent de faire un examen par administration de ce type de législation qu'elle pourrait échanger et présenter au sous-comité.

- Bette-Jo Hughes mentionne qu'une nouvelle législation de la GI a été adoptée en Colombie-Britannique afin de numériser chaque document du gouvernement et le travail d'élaboration des politiques est en cours. Elle remarque que des travaux actuels sont effectués autour de la technologie pour appuyer le système de documents numériques. Mark Brisson suggère que le groupe pourrait aider avec les leçons retenues de la mise en œuvre de la C.-B.
- Harry Turnbull pose une question au sujet de la composition du groupe. Maureen Towle demande aux membres du CDPISC de considérer participer au groupe, car ce ne sont pas toutes les juridictions qui sont représentées au sous-comité.
- Bette-Jo Hughes mentionne que nous étudions les priorités stratégiques et tous les groupes de travail et la façon dont les groupes de travail peuvent appuyer le travail du CDPISC. Nous vous demandons si vous trouvez qu'il est utile d'avoir un groupe comme celui-ci et y a-t-il des choses que nous pouvons faire comme conseil pour appuyer la collectivité. Maureen Towle mentionne qu'elle voit la grande valeur et qu'il serait utile d'avoir un référentiel pour le travail du sous-comité de la GI.
- Dan Batista, directeur général de l'ISAC, mentionne que l'ISAC discuterait avec les groupes de travail au sujet de leurs besoins concernant les référentiels et reviendrait avec une proposition au sujet de ces demandes.
- Harry Turnbull accepte que les coprésidents du sous-comité du Conseil doivent tenir des réunions régulières pour échanger des renseignements entre ces groupes. Tous les membres sont d'accord avec cette suggestion. Les membres penseront à la façon que cela peut être fait.
- Le Secrétariat de l'ISAC recommande de communiquer cette rétroaction au Groupe de travail sur le cadre, qui peut fournir un aperçu considérant leur solution de rechange et l'harmonisation du travail des conseils et de leurs sous-comités. Le Secrétariat de l'ISAC distribuera cette demande au Groupe de travail sur le cadre et pour que le groupe fournisse des suggestions sur une meilleure communication et un meilleur échange de renseignements entre les groupes de travail afin de réaliser une meilleure harmonisation du travail.

Les mesures de suivi suivantes sont déterminées à la suite de ce point à l'ordre du jour :

Mesure de suivi n° 5 :

- a) Le sous-comité de la GI effectuera un compte rendu auprès du CDPISP en fonction de leur travail actuel lors d'une prochaine téléconférence ou réunion.
- b) Le CDPISP étudiera la demande du sous-comité de la GI pour un référentiel de renseignements permanent et effectuera un suivi sur cette question.



- ❖ Le sous-comité de la GI effectuera un compte rendu auprès du CDPISP en fonction de leur travail actuel lors d'une prochaine téléconférence ou réunion.
- ❖ Le CDPISP étudiera la demande du groupe de travail pour un référentiel de renseignements permanent et effectuera un suivi sur cette question. Le Comité utilise actuellement le site Web de l'ISAC comme son référentiel. Toutefois, une solution permanente est nécessaire.
- ❖ Le Secrétariat de l'ISAC distribuera cette demande au Groupe de travail sur le cadre et pour que le groupe fournisse des suggestions sur une meilleure communication et un meilleur échange de renseignements entre les groupes de travail afin de réaliser une meilleure harmonisation du travail.

C) Mise à jour du Groupe de travail de l'approvisionnement de la TI

Kathryn Bulko, présidente du Groupe de travail de l'approvisionnement de la TI, donne une mise à jour du travail actuel du groupe de travail.

Discussion

- Corinne Charette suggère d'utiliser d'autres avenues pour faire avancer l'approvisionnement de la TI entre administrations. Le Comité FPT sur le commerce intérieur, stimulé par les ministères du développement économique, est intéressé à arriver à une entente lorsque cela a du sens et lorsqu'il y a une victoire facile. Nous devons nous assurer que le Groupe de travail de l'approvisionnement de la TI s'inscrive au programme. Elle suggère également que le maire soulève la question auprès du premier ministre. Nous devons approcher la question comme une approche descendante.

La mesure de suivi suivante est déterminée à la suite de ce point à l'ordre du jour :

Le Groupe de travail de l'approvisionnement de la TI effectuera un compte rendu auprès du CDPISP sur son travail actuel lors d'une prochaine téléconférence ou réunion.

Le Comité utilise actuellement le site Web de l'ISAC comme son référentiel. Toutefois, une solution permanente est nécessaire.

- c) Le Secrétariat de l'ISAC distribuera cette demande au Groupe de travail sur le cadre et pour que le groupe fournisse des suggestions sur une meilleure communication et un meilleur échange de renseignements entre les groupes de travail afin de réaliser une meilleure harmonisation du travail.

Mesure de suivi n°6 :

Le Groupe de travail de l'approvisionnement de la TI effectuera un compte rendu auprès du CDPISP sur leur travail actuel lors d'une prochaine téléconférence ou réunion.

7.

Présentation sur Technovation

Mesure de suivi no 7 :



Corinne Charrette fournit des observations préliminaires et souhaite la bienvenue à Jennifer Francis (par téléconférence). Jennifer Francis, une professionnelle IBM à la retraite, dirige ce projet et a donné la présentation sur Technovation (**consultez l'onglet 7**).

Discussion

- Corinne Charrette donne des précisions sur la signification du parrainage de ce programme. Toute juridiction peut participer. Il s'agit de fournir des locaux et des mentors. Le programme est gratuit aux étudiants et Jennifer Francis mentionne que le seul budget utilisé était pour acheter des ordinateurs portatifs pour les étudiants qui n'en ont pas accès afin qu'ils puissent participer au programme.
- Bette-Jo Hughes mentionne qu'elle a discuté avec Danielle Vassey à la Simon Fraser University et de son expérience avec le programme et comment élargir le programme en Colombie-Britannique. Bette-Jo Hughes suggère que les DPI pourraient discuter avec les grandes entreprises pour voir comment ils pourraient appuyer le programme. À l'automne, la Colombie-Britannique met en place un curriculum de programmation dans les écoles primaires.
- Harry Turnbull note qu'il y a un groupe à Windsor qu'il pourrait appairer à ce programme. Robert Devries mentionne que l'Ontario serait également intéressé à se joindre au programme.
- John Messina mentionne qu'au SCT, ils essaient d'effectuer un suivi de leurs informaticiens. Sur les 7 000 informaticiens, il y a seulement 27 % de femmes dans l'effectif et environ 45 % d'entre elles prendront bientôt leur retraite. Les DPI se réunissent une fois par mois et ce serait une excellente présentation pour ce groupe et pour favoriser les promoteurs.
- Kathryn Bulko mentionne qu'au printemps, elle a cofondé un groupe appelé « Women in Technology » à la Ville de Toronto. Elle serait heureuse de tenir une discussion avec Corinne Charette et Jennifer Francis au sujet de ce forum et elle effectuera le suivi avec Corinne Charette sur ce point. Corinne Charrette suggère au CDPISP de distribuer sa liste de membres à Jennifer Francis afin qu'elle tende la main.

La mesure de suivi suivante est déterminée à la suite de ce point à l'ordre du jour :

Le Secrétariat de l'ISAC distribuera la liste des membres du CDPISP à Jennifer Francis. Jennifer Francis effectuera le suivi auprès des membres individuels en ce qui a trait au programme Technovation.

Le Secrétariat de l'ISAC distribuera la liste des membres du CDPISP à Jennifer Francis. Jennifer Francis effectuera le suivi auprès des membres individuels en ce qui a trait au programme Technovation.



8.	<p><u>Autres affaires</u></p> <p>a) Autres questions découlant de la réunion</p> <p>Il n'y a aucune autre question.</p> <p>b) Prochaine réunion en personne du CDPISP : Le 23 février 2017 à Ottawa en Ontario.</p> <p>c) Formulaire d'évaluation du CDPISP – On demande aux membres de remplir leurs formulaires d'évaluation.</p> <p>Les coprésidents remercient tous les membres et les observateurs de leur participation.</p> <p>La séance est levée à 16 h HNE.</p>	